

## **Pourquoi nous devons écouter ceux qui ont fui le Rwanda de Kagame**

Dans un nouveau livre, la journaliste canadienne Judi Rever détaille les actions brutales du président rwandais Paul Kagame et du FPR. Dans cet essai pour OpenCanada, elle explique la nécessité de découvrir l'histoire et demande: pourquoi le monde est-il resté si silencieux sur la question?

PAR: [JUDI REVER](#) 9 AVRIL 2018

L'un des défis moraux les plus épineux pour les journalistes qui couvrent la guerre est de savoir comment trouver un sens au milieu du traumatisme. Rendre témoignage de la souffrance des autres est déjà assez intimidant. Mais la manière dont nous transmettons cette souffrance à travers le filtre de nos propres privilèges et préjugés peut être encore plus problématique.

Il y a vingt ans, alors que j'étais jeune journaliste, je suis allé au Congo pour couvrir une crise humanitaire inimaginable. L'armée rwandaise, soutenue par des alliés militaires ougandais, avait envahi le pays et attaqué les camps de réfugiés de l'ONU abritant des réfugiés rwandais à l'intérieur de sa frontière orientale. Ces forces ont finalement renversé le président Mobutu Sese Seko. Lorsque je suis arrivée dans la région en mai 1997, quelques jours à peine après le renversement, près d'un demi-million de Congolais ont été déplacés à l'intérieur du pays par la guerre civile, et 200 000 autres réfugiés hutus rwandais qui avaient vécu dans les camps avaient disparu et étaient présumés morts. À l'époque, les troupes rwandaises étaient fermement ancrées dans un pays à peu près de la taille de l'Europe occidentale.

Le bavardage des élites occidentales éloignées du carnage était initialement euphorique; le règne de 32 ans de Mobutu avait longtemps été synonyme de décadence et l'Occident n'attendait plus rien de moins qu'une renaissance au cœur de l'Afrique. L'homme engagé pour diriger cette transformation dramatique était Paul Kagame, maintenant président de longue date du Rwanda \*, dont les soldats tutsis rwandais avaient alors été crédités d'avoir arrêté un génocide commis par les Hutus contre les Tutsis au Rwanda, où jusqu'à un million de personnes avaient été tuées, trois ans auparavant.

Je savais alors que parler de renaissance en Afrique centrale était un mensonge, et je n'étais pas seul dans cette évaluation. Les travailleurs humanitaires et nombre de journalistes qui étaient allés dans les forêts du Congo avaient vu ce que les troupes de Kagame avaient fait et ce que cela présageait pour l'avenir de la région.

Lors de missions de recherche et de sauvetage avec des travailleurs humanitaires au sud de Kisangani, dans la jungle congolaise, j'ai appris comment les soldats de Kagame avaient chassé des centaines de milliers de réfugiés hutus sur un terrain difficile. J'ai interviewé des dizaines d'orphelins ravagés par la maladie, le visage creusé de chagrin, de peur et de faim. D'innombrables hommes et femmes, la voix tremblante, m'ont raconté comment les troupes tutsies avaient dévasté leurs camps et, dans certains cas, forcé les survivants sous la menace des armes à enterrer leurs proches. Certains réfugiés m'ont montré leurs blessures par balle. Je pouvais à peine imaginer comment ils avaient réussi à survivre. Les travailleurs humanitaires locaux m'ont dit que les soldats avaient apporté des fagots de bois de chauffage et des barils d'essence pour brûler des cadavres à la fin avril et au début mai 1997, quelques jours avant mon arrivée.

Ma vision du monde s'est brisée lorsque j'ai réalisé à quel point le Canada avait minimisé la crise telle qu'elle se produisait et que j'avais finalement accepté la position des États-Unis selon laquelle les forces de Kagame devraient être autorisées à agir, quel qu'en soit le coût humain. Et je ne me suis jamais tout à fait remis de ma stupeur d'apprendre que des multinationales, dont certaines canadiennes, ont conclu des accords miniers avec les tueurs, au beau milieu du massacre. Pendant des années, j'ai été figé d'horreur devant le cynisme et la pure inhumanité de celui-ci.

## "Malgré les conclusions de l'ONU, il n'y a eu aucune tentative internationale sérieuse afin de juger Kagame et ses commandants supérieurs pour ces atrocités."

Des organisations internationales telles que Médecins sans frontières, Human Rights Watch, Refugees International et le Centre international des droits de l'homme et du développement démocratique basé à Montréal ont rédigé des rapports dévastateurs détaillant les crimes commis dans la jungle congolaise. Un rapporteur spécial des Nations Unies a parlé d'actes de génocide, mais il a fallu plus d'une décennie aux Nations Unies pour enquêter de manière approfondie sur ces incidents et déclarer que Kagame et son armée avaient probablement commis leur propre génocide contre des civils hutus non armés au Congo.

Malgré les conclusions de l'ONU, publiées en 2010, il n'y a eu aucune tentative internationale sérieuse afin de juger Kagame et ses commandants supérieurs pour ces atrocités. En fait, des initiés politiquement puissants ont travaillé depuis 2002 à protéger Kagame des poursuites devant la Cour pénale internationale, malgré des preuves convaincantes qu'il a créé et soutenu une série de milices qui ont déchiré le Congo et se sont régalingées de ses ressources depuis. Plusieurs millions de Congolais sont morts de violences et de causes liées à la guerre depuis qu'il a déclenché la guerre en 1996.

Je n'oublierai jamais le regard et la voix des victimes au Congo et au Rwanda. Je n'oublierai pas non plus les raisons pour lesquelles les Rwandais ont fui leur pays en premier lieu, pendant et après le génocide de 1994. Les histoires que j'ai recueillies au Congo contenaient des indices cruciaux sur ce que le Front patriotique rwandais (FPR) a fait des années auparavant. Les Hutus n'ont pas fui vers les pays voisins - comme l'ont affirmé les médias internationaux et le gouvernement de Kagame - parce que des éléments armés hutus les retenaient en otage dans les camps. Ils n'ont pas fui parce qu'ils étaient tous coupables d'avoir commis le génocide des Tutsis et avaient peur d'aller en prison s'ils revenaient. Ils m'ont dit qu'ils avaient fui le Rwanda parce que le FPR avait tué des membres de leur famille pendant le génocide, et ils avaient alors peur de rentrer chez eux pour en finir.

Mais le monde ne les a pas écoutés à l'époque, ni depuis. Même moi, j'ai eu du mal, au début, à comprendre ce qu'ils m'ont dit. Pourquoi? Parce que j'avais absorbé la propagande et été conditionné à croire que le FPR avait arrêté le génocide dès qu'il avait mis en déroute les soldats et les miliciens hutus. Il m'a fallu des mois après mon voyage au Congo et au Rwanda en 1997, en me remémorant ces anecdotes et en réécoutant les entretiens, pour réaliser et finalement accepter qu'il y avait des auteurs et des victimes des deux côtés pendant le génocide de 1994. Et cela m'a pris des années de des reportages acharnés pour enfin découvrir ce que le FPR avait réellement fait, la dépravation et l'organisation de ses crimes, avant, pendant et après le génocide.

En cours de route, les agents de Kagame ont essayé de me faire taire. Des hommes étranges ont tenté de m'attirer dans des situations dangereuses; ils m'ont harcelé, menacé et parfois poursuivi dans les lieux publics. Ma famille a été prise pour cible. Des agents travaillant pour les ambassades rwandaises au Canada et en Belgique m'auraient tendu des pièges. La sécurité de l'Etat belge m'a dit qu'elle disposait de renseignements convaincants que l'ambassade du Rwanda à Bruxelles constituait une menace pour ma sécurité. Le niveau de risque a été jugé si élevé que la Belgique a fourni des gardes du corps armés et une Mercedes blindée pour tous mes entretiens dans le pays.

**"Pendant de nombreuses années, les gouvernements occidentaux et une grande majorité de journalistes, de groupes de défense des droits et d'universitaires ont refusé de croire les personnes qui ont fui."**

Si cela semble terrifiant, cela n'équivaut guère au cauchemar de plusieurs décennies vécu par les journalistes, militants, civils hutus et Tutsis rwandais qui ont refusé d'approuver ces crimes et ont réussi à faire défection. Pour leur honnêteté et leur courage, ils ont été réduits au silence, traqués, emprisonnés ou tués depuis que Kagame a pris le pouvoir. Pendant de nombreuses années, les gouvernements occidentaux et une grande majorité de journalistes, de groupes de défense des droits et d'universitaires ont refusé de croire les personnes qui avaient fui. Ils croyaient à la propagande du FPR, dont l'armée a remporté une guerre sauvage dans laquelle Tutsis et Hutus ont commis un génocide l'un contre l'autre.

Si nous avons seulement écouté toutes les victimes - et pas seulement celles à l'intérieur du Rwanda sur lesquelles le FPR a exercé un contrôle - nous aurions pu atténuer ou peut-être empêcher la vague d'effusion de sang après juillet 1994, lorsque Kagame a pris le pouvoir. Mais le monde n'a pas écouté. Son appareil de renseignement s'est mis à tuer des hommes hutus, en particulier des recrues hutus ou des soldats du régime précédent. C'étaient des actes d'ethnocide. Des centaines de milliers d'autres Hutus ont été tués dans la contre-insurrection et dans les forêts du Congo.

Voici quelques-uns des rapports alarmants que l'Occident a délibérément choisi de cacher:

- Au plus fort du génocide, un câble de l'ONU a révélé que les forces de Kagame tiraient, poignardaient et brûlaient des réfugiés et jetaient les corps des victimes dans la rivière Kagera. D'autres ont été transportés dans des camions, selon des survivants fuyant vers la Tanzanie voisine.
- En 1994, un consultant international possédant une vaste expérience dans les zones de guerre africaines, nommé Robert Gersony, a conclu que 40000 réfugiés hutus avaient été massacrés dans moins d'un tiers des communes du pays qu'il avait visitées, et il pensait que les opérations étaient systématiques et équivalaient à un **génocide**. L'ONU a enterré son rapport pour protéger le régime de Kagame. Un lanceur d'alerte l'a **mis en ligne** en 2010.
- Les premiers témoignages des informateurs du FPR ont indiqué que le 6 avril 1994, les commandos de Kagame avaient abattu l'avion transportant le président hutu Juvénal Habyarimana et son homologue burundais, Cyprien Ntaryamira. Leur assassinat a déclenché le génocide rwandais, qui a coûté la vie à plusieurs centaines de milliers de Tutsis. Louise Arbour, la procureure canadienne

du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) de l'ONU, a mis fin à cette enquête en 1997. Elle a soutenu que le tribunal n'avait pas compétence pour enquêter sur l'attaque de l'avion. Pourtant, l'article 4 du Statut du TPIR demandait expressément à l'organisme d'enquêter sur les actes de terrorisme.

- Un groupe politique composé de réfugiés hutus rwandais a mené une enquête incomplète dans des camps au Zaïre (rebaptisé Congo) et en Tanzanie. Cette enquête a répertorié les noms de 20 000 victimes, la plupart originaires du nord du Rwanda, qui avaient été tuées dans les zones du FPR par l'armée de Kagame. Dans de nombreux cas, les noms des témoins des meurtres ont été répertoriés, et parfois les noms des assassins présumés, qui étaient membres du FPR, ont été identifiés. L'enquête, à laquelle j'ai eu accès, a été soumise au tribunal de l'ONU en 2000, mais le tribunal a enterré les conclusions.
- Un militant des droits de l'Homme et journaliste rwandais du nom d'André Sibomana a recueilli les noms de 18 000 hommes, femmes et enfants qui ont été massacrés dans la préfecture de Gitarama après que le FPR s'est emparé de la zone en juin 1994. L'ancien Premier ministre du Rwanda, Faustin Twagiramungu, et ancien ministre de l'Intérieur, Seth Sendashonga, a donné ces noms au TPIR et à la Belgique en 1996. Aucune action judiciaire n'a été engagée. Sendashonga a été abattu à Nairobi par des agents de Kagame. Sibomana, qui a consacré sa vie aux personnes vulnérables et sans voix, est décédée en 1998.

Je considère que le fait d'être canadien est un privilège, car j'ai l'assurance raisonnable que nos droits sont respectés. Mais ce privilège ne me sensibilise pas à la souffrance des autres dans des endroits lointains. Et cela ne veut pas dire que je suis prêt à rester silencieux alors qu'un groupe de criminels violents détourne la justice internationale au nom d'une expérience géopolitique condamnée. Le silence a alimenté la machine à tuer de Kagame.

Il y a une honte à rester silencieux devant l'histoire et notre rôle dans celle-ci. C'est une honte qui est insidieuse car cela crée un faux sentiment d'impuissance. Les Rwandais et les Congolais ne sont pas impuissants. Les Occidentaux ne sont pas non plus soucieux de cette partie du monde. Les victimes disparues depuis longtemps et celles qui sont toujours parmi nous comptent. Après toutes ces années, écoutons les gens qui ont fui le Rwanda de Kagame. Ils devraient être protégés plutôt que trahis.

*Judi Rever est l'auteur de **À l'éloge du sang, les crimes du Front patriotique rwandais**.*

\* Paul Kagame est devenu chef de la branche militaire du FPR, l'Armée patriotique rwandaise (APR), en octobre 1990 après avoir envahi le Rwanda depuis sa base en Ouganda. Kagame avait grandi en Ouganda et avait aidé l'ancien chef rebelle devenu président, Yoweri Museveni, à renverser les régimes d'Idi Amin et de Milton Obote, en 1979 et 1985. Kagame est devenu le chef de l'espionnage du président Museveni et était connu pour avoir torturé les ennemis de l'État ougandais. Kagame est devenu le chef de facto du Rwanda lorsque ses troupes ont pris le pouvoir en juillet 1994, et a reçu un soutien international considérable pour reconstruire le pays depuis le génocide. En 2000, il a été déclaré président et a depuis remporté trois élections présidentielles. Kagame et son FPR au pouvoir ont été accusés d'avoir réduit au silence et emprisonné des critiques, et assassiné des opposants au pays et à l'étranger.